

Catégorie B : 500.000 Francs :

- les Secrétaires généraux des départements ministériels ;
- les Directeurs de Cabinet des ministres.

Catégorie C : 400.000 Francs :

- les Magistrats.

Catégorie D : 200.000 Francs :

- les Secrétaires généraux des départements et Secrétaires généraux des villes ;
- les Greffiers en chef, chefs de greffe au Conseil constitutionnel, à la Cour Suprême, à la Cour des Comptes, de Cour d'Appel ou exerçant des fonctions de direction ou d'encadrement dans l'administration centrale du ministère de la justice.

Catégorie E : 150.000 Francs :

- les Secrétaires municipaux ;
- les Greffiers en chef, chefs de greffe au tribunal régional hors classe de Dakar ou au tribunal du travail hors classe de Dakar.

Catégorie F : 125.000 Francs

- les Greffiers en chef, chefs de greffe d'un tribunal régional, du tribunal départemental hors classe de Dakar.

Catégorie G : 100.000 Francs

- les Greffiers, chefs de greffe des tribunaux départementaux.

La présente indemnité ne peut être cumulée avec un logement administratif.

Les autorités visées à l'article 2 du présent décret, ne bénéficient de ladite indemnité qu'en cas d'indisponibilité totale de logements administratifs ou, s'il est prouvé qu'elles occupent leur propre maison.

Les indemnités représentatives de logements allouées aux secrétaires généraux des départements, aux secrétaires généraux des villes et aux secrétaires municipaux sont supportées par leur collectivité locale.